

**Face à la Direction de Goodyear ouvertement soutenue par le gouvernement, solidarité avec les travailleurs d'Amiens qui refusent la dégradation de leurs conditions de travail et de payer les frais de la crise**

La Direction de Goodyear a officialisé l'aggravation du plan de destruction d'emplois en doublant le nombre de postes supprimés à Amiens qui passerait à 820. En tentant de faire peser ce plan sur la seule usine Amiens nord, elle essaye avec un cynisme redoutable de rendre les travailleurs et leurs syndicats CGT et SUD responsables de leur sort. Elle préserve pour le moment l'autre usine, Amiens Sud, dont les dirigeants du syndicat majoritaire, maintenant passés à l'UNSA, ont trahi leurs engagements en acceptant une formidable régression sociale : le passage de 5 à 4 équipes de travail.

Aucun travailleur ne peut être dupe de cette manipulation. Les travailleurs de Continental qui en leur temps avaient accepté l'augmentation de la durée de travail en contrepartie d'une illusoire pérennité du site ont maintenant compris douloureusement qu'ils avaient été dupés.

En tentant de rendre responsables les syndicats, la Direction de Goodyear essaye de dissimuler son imprévoyance durant de longues années : en privilégiant le versement de dividendes aux actionnaires au détriment de l'investissement productif qui aurait amélioré la productivité et les conditions de travail, elle a délibérément ruiné les usines d'Amiens. Ce serait maintenant aux salariés de payer en acceptant une nouvelle dégradation des conditions de travail, déjà forts pénibles dans cette industrie.

En attaquant frontalement la CGT (et SUD) de Goodyear Amiens, en soutenant la manoeuvre machiavélique de Goodyear, le Secrétaire d'état à l'Industrie, Luc Chatel, dévoile clairement que le gouvernement se situe sans ambiguïté dans le camp des actionnaires et des patrons contre celui des travailleurs. Le masque de la démagogie populiste tombe définitivement.

Après avoir provoqué la crise économique, le patronat et les actionnaires tentent maintenant d'en faire payer les frais aux travailleurs, en liquidant chaque jour des milliers d'emplois en France pour maintenir leur taux de profit, aggravant ainsi la crise. Aucun salarié ne peut se sentir épargné, chacun, chacune, peut subir demain le même sort. La seule solution est de construire un rapport de force suffisant pour imposer une solution sociale conforme à l'intérêt du plus grand nombre.

Ce rapport de force, seul un mouvement massif, généralisé et prolongé des salarié-e-s peut l'imposer. Force est de constater que les journées d'action proposées par l'intersyndicale nationale ne sont pas à la hauteur de la situation, pis, elles conduisent au découragement des plus combattifs. Si cette intersyndicale ne peut pas ou ne veut pas s'engager dans la construction de la grève générale reconductible, c'est aux salariés eux-mêmes de prendre leur sort en main et de s'en donner les moyens.

Face à l'aggravation de la crise économique c'est aux travailleurs d'apporter les réponses à la hauteur de la situation en imposant partout leur contrôle : contrôle de l'argent public investi dans l'économie, contrôle des banques, contrôle de l'emploi, par exemple par un veto des comités d'entreprises, contrôle de la production et des conditions de production.